PROGRAMME ONU-REDD

QUATRIÈME RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF
25 JUIN 2020 – RÉUNION VIRTUELLE, À TRAVERS LA PLATEFORME EN LIGNE INTERPREFY

DOCUMENT DE TRAVAIL PROVISOIRE

Relance post-COVID-19, forêts et changement climatique: le rôle du Programme ONU-REDD

Ce document a pour finalité d'éclairer les discussions du Conseil exécutif du Programme ONU-REDD concernant les défis et les opportunités de relance socioéconomique faisant suite au COVID-19 afin d'apporter des réponses efficaces et urgentes à la crise climatique à partir de solutions fondées sur les forêts et les terres telles que REDD+. Ce document vise donc à éclairer la stratégie 2022-2031 d'ONU-REDD.

Ce document a été préparé selon une approche mixte: examen documentaire et entretiens semistructurés avec des membres du Conseil exécutif d'ONU-REDD, notamment des représentants des pays forestiers, des pays donateurs et de la société civile.

Les défis du changement climatique et du programme pour les forêts posés par le COVID-19

La pandémie de COVID-19 nous a rappelé que le manque d'action internationale collective pour arrêter la déforestation et protéger nos forêts a rendu le monde plus vulnérable à la pandémie qu'il n'aurait dû l'êtreⁱ. La déforestation et la fragmentation du paysage ont été identifiées comme des processus permettant des infections zoonotiques. Si nous n'obtenons pas nos réponses politiques à COVID-19 correctement, nous risquons d'exacerber la crise climatiqueⁱⁱ. La pandémie a provoqué «un choc économique massif et simultané» dans le mondeⁱⁱⁱ, exacerbant des niveaux d'inégalités déjà élevés au sein et entre les pays^{iv}. Selon la Banque mondiale, l'effondrement de l'économie mondiale «placera 49 millions de personnes dans une extrême pauvreté» et même dans les pays tropicaux et subtropicaux à revenu intermédiaire, les systèmes de protection sociale existants ne suffisent pas à compenser les pertes de revenus du travail informel, un point confirmé par les entretiens tenus avec les différents informateurs clés.

Les besoins économiques pressants peuvent mettre en péril les progrès et les efforts publics et privés ambitieux pour arrêter la déforestation et la dégradation des forêts — et restaurer les écosystèmes dégradés — car les organisations environnementales gouvernementales et les citoyens des pays forestiers peinent à intégrer les priorités climatiques, environnementales et de développement dans les plans de relance post-pandémie à développer vi. Bien que les activités agricoles et forestières soient prises en compte dans les plans de relance économique en raison de leur rôle dans l'économie globale, les entretiens avec des informateurs clés ont noté qu'il existe un risque de pression accrue sur les forêts et les écosystèmes si les réponses ne sont pas conçues de manière à ce que les facteurs sociaux, économiques et les avantages environnementaux sont intégrés, soutenant les objectifs environnementaux, climatiques et de développement existants. Parmi les principales crises économiques et de développement causées par la pandémie, les pays forestiers sont confrontés à:

• Une moindre application des lois, à une augmentation des activités illégales dans les forêts et les zones protégées, à un accaparement des terres et à des problèmes de déréglementation et d'assouplissement des lois concernant l'environnement en faveur des activités économiques

extractives ou à usage intensif du sol^{vii}. Alors que les restrictions de mouvement dans certaines régions auraient eu des résultats positifs pour l'environnement, dans d'autres régions où la gouvernance et l'appui politique sont faibles, la pandémie menace les progrès réalisés dans la lutte contre la déforestation et la perte des écosystèmes et de la biodiversité.

- La migration inversée des villes vers les zones rurales et le retour attendu de millions de travailleurs migrants à l'étranger dans leur pays d'origine, en raison des restrictions de la mobilité et de l'activité économique entre et au sein des pays, ont eu un double impact sur les pays forestiers: perte des envois de fonds des travailleurs migrants et pression accrue sur les forêts et les ressources naturelles en raison de la nécessité de créer de nouveaux emplois et de répondre aux besoins de subsistance.
- Impacts sur les moyens de subsistance qui dépendent des forêts et perte de sources de revenus. Seulement en Asie, environ 100 millions de personnes dépendent des micro-entreprises forestières et des produits forestiers non ligneux pour se nourrir, se loger, se procurer des médicaments et de l'argent, alors qu'environ 60 pour cent de la collecte annuelle de ces produits peut avoir été perdus, la récolte saisonnière étant effectuée d'avril à juin^{viii}. Les revenus du tourisme et de l'écotourisme ont également été perdus.

Opportunité d'analyser les avantages de REDD+

La prise de conscience accrue des impacts de la déforestation et de la perte et de la dégradation des écosystèmes, des habitats et des paysages, en termes d'augmentation du risque de propagation de maladies zoonotiques^{ix x}, et de la manière dont la santé humaine et la nature sont intrinsèquement liées^{xi}, offre une opportunité claire et critique de revoir notre relation à l'écosystème forestier et d'élaborer des modes de développement socialement et écologiquement durables et résilients.

Cette prise de conscience collective a donné l'opportunité pour la communauté multilatérale d'identifier et de convenir d'actions de transformation audacieuses afin de mettre en place des approches plus holistiques qui intègrent pleinement les objectifs concernant les forêts, le climat et le développement dans les réponses de relance socioéconomique post-pandémie. Non seulement en raison du rapport coût-efficacité des solutions d'atténuation fondées sur les forêts et les terres dans le cadre des économies rurales et des systèmes de production alimentaire, mais aussi lors de l'examen des possibilités de mobiliser des ressources internationales et privées supplémentaires. Les solutions fondées sur la nature^{xii} et les «systèmes mondiaux d'alimentation et d'utilisation des terres» peuvent jouer un rôle essentiel dans la relance post-pandémie^{xiii} et REDD+—soutenu par un cadre méthodologique clair pour l'action — est le principal type de solutions fondées sur les forêts et les terres à grande échelle, éprouvé et rentable, disponible.

En avril 2020, tous les pays du G20 (y compris la plupart des États membres de l'UE) ont signé des mesures fiscales, consacrant un total de plus de 7,3 trillions de dollars US en dépenses. Au sein du G20, la Commission européenne appelle spécifiquement à une relance verte, plaçant la biodiversité et le changement climatique au centre de ses efforts de relance^{xiv}. En conséquence, la Commission européenne a insisté sur le fait que l'accord vert européen — l'élément clé pour la réalisation des ODD par l'UE — fera partie intégrante du plan de relance de l'UE^{xv}. Pourtant, une analyse récente^{xvi} a identifié que seulement 4 pour cent des politiques des pays du G20 sont «vertes», avec un potentiel de réduction des émissions de GES à long terme, 4 pour cent sont «brunes» et susceptibles d'augmenter les émissions nettes de GES au-delà du scénario de base, et 92 pour cent sont «incolores», ce qui signifie qu'elles maintiennent le statu quo. La même analyse a identifié qu'une politique (sur cinq) à effets rapides pouvant atteindre à la fois des objectifs économiques et climatiques prend la forme d'un: «investissement en capital naturel pour la résilience et la régénération des écosystèmes, avec la

restauration des habitats riches en carbone et une agriculture respectueuse du climat», et est directement liée aux objectifs de REDD+ et au cadre général global fondé sur la nature.

REDD+, appuyé par un cadre d'action clair, est la principale solution à grande échelle, éprouvée et rentable fondée sur les forêts, les terres et la nature qui peut contribuer à atteindre simultanément les objectifs pour le climat, la biodiversité et le développement durable^{xvii}.

Il existe des raisons économiques claires pour lesquelles nous devons tirer parti des réponses de la politique de relance et de financements post-COVID-19 dont l'approche est bénéfique pour toutes les parties, avec REDD+ en tant que solution fondée sur la nature disponible. Plus de la moitié du PIB mondial dépend fortement ou modérément de la nature, car elle offre aux entreprises et aux gouvernements de vastes possibilités de développement économique^{xviii}. Les industries fortement dépendantes de la nature génèrent 15 pour cent du PIB mondial (13 trillions de dollars), tandis que les industries modérément dépendantes produisent 37 pour cent (31 trillions de dollars). Ensemble, les trois plus grands secteurs qui dépendent fortement de la nature génèrent près de 8 trillions de dollars de valeur ajoutée brute (VAB)xix. La nature perdant sa capacité à fournir de tels services, ces secteurs pourraient subir des pertes importantes. À l'inverse, si des incitations basées sur le marché forestier et foncier similaires à celles en vigueur au Costa Rica et en Colombie étaient répliquées dans 12 autres pays riches en biodiversité, environ 1,8 milliard de dollars pourraient être collectés chaque année pour être réinvestis dans des solutions fondées sur la nature^{xx}. Pour chaque dollar dépensé pour la restauration de la nature, au moins 9 dollars de bénéfices économiques peuvent être attendus^{xxi}. De plus, une analyse récente a montré que le développement de modèles commerciaux durables pour l'alimentation et l'utilisation des terres pourrait valoir jusqu'à 2,3 trillions de dollars et fournir plus de 70 millions d'emplois d'ici 2030xii.

Du point de vue du climat, la crise du COVID 19 a mis en évidence les vulnérabilités des systèmes sociaux, politiques, économiques et de la biodiversité, qui à leur tour amplifient les impacts de la pandémie et nécessitent des réponses politiques globales proposant des interventions intégrées et complètes proposant des solutions fondées sur la nature telles que REDD+ pourraient fournir un quart ou plus des mesures d'atténuation rentables (soit ≤ 100 USD par tonne de CO2e) nécessaires d'ici 2030×xiv. Le rapport spécial du GIEC souligne que les actions REDD+ constituent «l'une des options les plus efficaces et solides en matière d'atténuation du changement climatique, avec d'importants avantages d'atténuation à l'échelle mondiale» avec un potentiel d'atténuation d'environ 4,1 à 6,5 GtCO2e d'ici 2030. Pourtant, depuis 2010, moins de 1,2 milliard de dollars par an de financement en relation au climat mondial est estimé avoir été investi pour limiter les émissions de GES dues à la déforestation et à l'utilisation des terres – ce qui montre **l'énorme décalage avec les besoins**xxx. Le GIEC estime que notre budget carbone restant à partir de 2017, était d'environ 420 Gt, ce qui équivaut à environ 114 Gt de carbone, avec une probabilité de deux tiers que la température reste en dessous des 1,5 °C. Étant donné que les émissions n'ont pas ralenti depuis 2017, à compter de 2020, ce budget carbone sera dépensé dans environ huit ans aux taux d'émissions actuels. Une analyse récente montre que toute une série d'écosystèmes contiennent du «carbone irrécupérable» qui, une fois perdu lors des changements d'utilisation des terres, n'est pas récupérable à des échelles de temps qui permettent d'éviter des impacts climatiques néfastes^{xxvi}. **Pour éviter un** changement climatique aux conséquences catastrophiques, il faut adopter des approches intégrées à l'échelle du paysage et une meilleure gestion des écosystèmes, ce que REDD+ est capable de mettre en place.

Comment le Programme ONU-REDD peut-il soutenir la construction d'un monde meilleur, plus vert et plus résilient

Il est essentiel que les plans de relance au COVID-19 priorisent et investissent dans la mise en œuvre de REDD+ à grande échelle, car ils peuvent favoriser la résilience sociale et environnementale à long

terme tout en garantissant «l'équité sociale, l'inclusion et la réalisation des droits de l'homme» à travers la protection, la restauration et l'utilisation et la gestion durables des écosystèmes forestiers xxvii.

Le soutien du Programme ONU-REDD peut être fourni à travers les priorités et opportunités stratégiques suivantes:

- ✓ Actions en faveur de moyens de subsistance des populations rurales diversifiés, intégrés et durables et d'une sécurité alimentaire renforcée, avec des investissements et la création d'emplois dans la production d'aliments et de produits de base sans déforestation.
- ✓ Actions en faveur d'approches paysagères intégrées et durables, y compris une protection et une restauration accrues des forêts qui renforcent la résilience des écosystèmes et de la société.
- ✓ Stratégies financières et plans d'investissement REDD+ pour soutenir la mise en œuvre des stratégies/plans d'action nationaux.
- ✓ Les efforts visant à conserver les garanties sociales et environnementales sont au centre de la conception et de la mise en œuvre de REDD+.
- ✓ Renforcement des données sur les forêts et de la surveillance au cœur de stratégies d'atténuation fondées sur les forêts et les terres de haute qualité et la prise de décision éclairée.
- ✓ Améliorer et accélérer l'action climatique fondée sur les forêts et les terres dans le cadre des CDN.
- ✓ Tirer parti des nouveaux flux de revenus forestiers issus du carbone pour les plans de relance post-COVID-19 forestiers et terrestres.
- ✓ Clarifier le paysage financier public, privé, national et international y compris les opportunités et les obstacles, pour soutenir la mise en œuvre des politiques et mesures REDD+.
- ✓ Accélérer les solutions fondées sur la nature, les forêts et les terres pour une mise en œuvre sur le terrain grâce à la coopération numérique.
- ✓ Accélérer le mouvement mondial pour les réponses de relance post-COVID-19 fondées sur les forêts, les terres et la nature à travers la coopération numérique.

Prochaines étapes à passer en revue par le Conseil exécutif d'ONU-REDD

Compte tenu du rythme auquel les plans de relance socioéconomique sont élaborés et lancés, il est crucial pour le Programme ONU-REDD de positionner les solutions fondées sur les forêts et les terres dans le cadre de plans plus larges. En positionnant REDD+ comme solution fondée sur la nature rentable et multidimensionnelle pour reconstruire des écosystèmes, des économies et des sociétés plus vertes, plus résilientes et durables, au cours des six prochains mois, le Programme ONU-REDD travaillera sur:

- 1. Un document de travail pour positionner les solutions fondées sur les forêts et les terres forestières dans la relance socioéconomique post-COVID-19. Document de travail provisoire approfondissant la note d'information à diffuser la semaine prochaine, après la réunion du CE.
- 2. Une analyse des avantages de REDD+ au sein des réponses de relance internes. Élaborer une stratégie pour opérationnaliser et exploiter les priorités et opportunités identifiées dans la section précédente en:
 - a. Autres consultations et analyses pour identifier les interventions REDD+ prioritaires adaptées aux circonstances et aux besoins de relance post-COVID-19 spécifiques au pays.

b. Cartographie approfondie des fonds et instruments de financement publics et privés disponibles pour la relance post-COVID-19 et analyse de la manière dont ils peuvent être obtenus pour les activités REDD+.

Cette analyse éclairera également le plan de travail 2021 d'ONU-REDD et sa stratégie à plus long terme.

3. Soulignera l'avantage de REDD+ dans les politiques internationales de soutien à la relance. Développer une stratégie pour maximiser la reconnaissance de l'action REDD+ en tant que solution disponible pour une relance verte. Mobiliser le soutien international et renforcer la collaboration multilatérale pour REDD+ en tant qu'option de politique de relance profitable à tous dans le contexte favorable d'une relance financière plus large.

- The Economist. 2020. 'The Great Reversal: COVID-19 is undoing years of progress in curbing global poverty.' Mai. Consultable à l'adresse suivante: https://www.economist.com/international/2020/05/23/covid-19-is-undoing-years-of-progress-in-curbing-global-poverty
- iv The Economist. 2020. 'The Great Reversal: COVID-19 is undoing years of progress in curbing global poverty.' Mai. Consultable à l'adresse suivante: https://www.economist.com/international/2020/05/23/covid-19-is-undoing-years-of-progress-in-curbing-global-poverty
- ^v Pinner, D., Rogers, M. et Samandari, H. 2020. 'Addressing climate changes in a post-pandemic world: The coronavirus crisis holds profound lessons that can help us address climate change-if we make greater economic and environmental resiliency core to our planning for the recovery.' McKinsey Quaterly. Avril. Disponible sur: https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/addressing-climate-change-in-a-post-pandemic-world#
- vi FAO. 2020. The impacts of COVID-19 on the forestry sector: How to respond? Rome. Disponible sur: http://www.fao.org/3/ca8844en/CA8844EN.pdf
- vii Gonzales, J. 2020. 'Brazil minister advises using COVID-19 to distract from Amazon deregulation.' Mongabay. Disponible sur: https://news.mongabay.com/2020/05/brazil-minister-advises-using-covid-19-to-distract-from-amazon-deregulation/
- viii Forest Rights groups, researchers and experts write to the Ministry of Tribal Affairs in India. 2020. 'Impact of COVID-19 Outbreak and Lockdown Measures on Tribal and Forest Dwellers (A Preliminary Report)'. Disponible sur: https://www.groundxero.in/2020/05/07/a-report-on-the-covid-lockdown-impact-on-tribal-communities-in-india/
- w Wilkinson DA, Marshall JC, French NP et Hayman DTS. 2018. Habitat fragmentation, biodiversity loss and the risk of novel infectious disease emergence. J. R. Soc. Interface 15, 20180403
- * Hahn MB, Gurley ES, Epstein JH, Islam MS, Patz JA, Daszak P et Luby SP. 2014. The role of landscape composition and configuration on *Pteropus giganteus* roosting ecology and Nipah virus spillover risk in Bangladesh. *Am. J. Trop. Med. Hyg.* 90, 247-255 and Rulli MC, Santini M, Hayman DTS et D'Odorico P. 2017. The nexus between forest fragmentation in Africa and Ebola virus disease outbreaks. *Sci. Rep.* 7, 41613.
- xi PNUE. 2020. 'Working with nature to protect people: UNEP's COVID-19 Response.' Consultable à l'adresse suivante: https://www.unenvironment.org/resources/working-environment-protect-people-uneps-covid-19-response
- xii Nature-based solutions are defined as 'actions to protect, sustainably manage, and restore natural or modified ecosystems, that address societal challenges effectively and adaptively, simultaneously providing human well-being and biodiversity benefits. E. Cohen-Shacham, et al., 2016, Nature-Based Solutions to Address Societal Challenges. Gland, Suisse: Union internationale pour la conservation de la nature.
- The Food and Land Use Coalition, 2019. Growing Better: Ten critical transitions to transform food and land use. Septembre. https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport-ExecutiveSummary.pdf
- xiv https://www.climatechangenews.com/2020/04/09/european-green-deal-must-central-resilient-recovery-covid-19/
- ** https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/green-deal-will-be-our-motor-for-the-recovery-von-der-leyen-says/
- xvi Hepburn, C., O'Callaghan, B., Stern, N., Stiglitz, J., et Zenghelis, D. 2020. 'Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change?', Smith School Working Paper 20-02. P. 4.
- xvii Marion G Bastos Lima, et al. 2017. The Sustainable Development Goals and REDD+: assessing institutional interactions and the pursuit of synergies, International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics volume 17, pp. 589–606(2017)
- xviii Forum économique modnial, 2020. An enlightened response to COVID-19 can avert the climate emergency. Consultable à l'adresse suivante: https://www.weforum.org/agenda/2020/06/enlightened-response-covid-19-avert-climate-emergency/.
- xix Ce sont le bâtiment (4 \$ trillions), l'agriculture (2,5 \$ trillions) et les aliments et la boisson 43 (1,4 \$ trillion).
- ** Barbier, E.B. 2020. 'A green post-COVID-19 recovery.' In United Nations Association-UK (UNA-UK). Climate 2020: The path ahead. Witan Media, Painswick, Royaume-Uni, pp/54-56. https://www.climate2020.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/054-056-C2020-Barbier.pdf
- xxi Forum économique mondial. 2020. Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy. Consultable à l'adresse suivante: http://www3.weforum.org/docs/WEF_New_Nature_Economy_Report_2020.pdf
- xxii Business and Sustainable Development Commission. 2016. Better Business, Better World. BSDC, Londres. Consultable à l'adresse suivante: http://report.businesscommission.org/.
- xxiiii Nations Unies. 2020. A UN Framework for the immediate socio-economic response to COVID-19, p. 3.
- xxiii Griscom et al. 2020. National mitigation potential from natural climate solutions in the tropics, The Royal Society. Consultable à l'adresse suivante: https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rstb.2019.0126#d3e1835. Busch J, et al. 2019. Potential for low-cost carbon dioxide removal through tropical reforestation. Nat. Clim. Change 9, 463.
- xxiv GIEC. 2019. Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse gas fluxes in Terrestrial Ecosystems.
- VOCDE. 2016. OECD Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2016: Highlights and Recommendations. Consultable à l'adresse suivante: https://www.oecd.org/tad/agricultural-policies/ agriculture-policy-monitoring-flyer-2016.pdf.
- xxvi Goldstein *et al.* 2020. Protecting irrecoverable carbon in Earth's ecosystems, *Nat. Clim. Change.*
- xxvii FEM.

¹ Nations Unies. 2020. A UN Framework for the immediate socio-economic response to COVID-19.

Forum économique mondial. 2020. An enlightened response to COVID-19 can avert the climate emergency. Consultable à l'adresse suivante: https://www.weforum.org/agenda/2020/06/enlightened-response-covid-19-avert-climate-emergency/